



COLOMBIE

PROGRAMME DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA GOUVERNANCE FONCIÈRE

CONTEXTE NATIONAL

En 2012, le Gouvernement national a signé «l'accord de prospérité» (Acuerdo para la Prosperidad n°79), qui vise à conserver et à utiliser durablement le patrimoine naturel et culturel du pays et à créer un espace de dialogue entre les institutions gouvernementales et les délégations paysannes. Tout ceci vise à faire face aux nombreux problèmes socio-environnementaux qui existent dans les parcs naturels et les zones protégées environnantes. Entre 2012 et 2015, 92 46191 hectares de forêt ont été transformés, tandis qu'en 2018, 60 pour cent de la superficie totale des parcs naturels nationaux (PNN) étaient sous occupation. Cependant, plus de 90 pour cent des municipalités à l'intérieur des parcs nationaux sont maintenant engagées dans le processus de consolidation de la paix. Elles soutiennent également des territoires où les économies paysannes étaient historiquement associées à des activités illégales d'utilisation des terres (y compris des cultures illicites). Enfin, près de 50 pour cent des aires protégées comptent des communautés autochtones et d'ascendance africaine. Ce sont les communautés les plus pauvres du pays avec des taux de besoins fondamentaux non satisfaits (NBI) supérieurs à 70 pour cent.

OBJECTIF

Le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre par pays (PUEGF MP (EULGP CI pour ses sigles en anglais)) vise à renforcer la gouvernance responsable dans les aires protégées nationales et leurs zones d'influence afin de réduire les conflits liés aux régimes fonciers et à l'utilisation des terres, ainsi qu'à promouvoir la compréhension et l'utilisation des DV par les communautés locales vivant dans ces zones.

PROJET TRANSVERSAL

Grâce à un projet transversal cofinancé par l'UE et la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), coordonne, soutient et consolide la mise en œuvre du programme de gouvernance foncière de l'UE dans 18 pays. Ce projet transversal fournit aux acteurs de la mise en œuvre et à leurs partenaires une plate-forme pour échanger, collecter et communiquer à un large public la richesse des enseignements tirés de la mise en œuvre du projet. Il soutient aussi l'organisation de programmes de renforcement des capacités à l'intention des exécutants, qui peuvent bénéficier des conseils techniques du groupe de travail interdisciplinaire de la FAO sur la gouvernance foncière, des enseignements tirés, du partage des expériences et des possibilités d'échange entre les responsables de la mise en œuvre pour améliorer la gouvernance foncière dans le cadre des DV et des CLD.

Nom de le Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays PUEGF MP	Promotion et intégration des directives de gouvernance foncière auprès des communautés locales vivant dans des zones protégées et leurs zones d'influence environnantes
Exécutants du projet	Fonds mondial pour la nature (WWF)
Partenaires d'exécution	FAO Fonds mondial pour la nature (WWF- Colombie)
Zones cible	Nevado del Huila, La Paya, Catatumbo-Barí, Sierra Nevada de Santa Marta et El Cocuy
Entités politiques impliquées	Agencia Presidencial de Cooperación (APC), Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible Parques Naturales Nacionales (PNN), Unidad de Restitución de Tierras (URT) Unidad de Planificación Rural Agropecuaria (UPRA)
Budget	EUR 4 000 000
Durée du projet	Avril 2016 – mars 2020

Note: la sigle en anglais du Programme de l'Union Européenne sur la gouvernance foncière - mise en œuvre dans le pays est EULGP CI

STRATÉGIE D'INTERVENTION

Le PUEGF MP propose quatre composantes pour la mise en œuvre:

- Renforcer les espaces de dialogue social et multipartite aux niveaux local et national en vue de la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DV) dans les parcs naturels et leurs zones d'influence. Ce résultat est conforme au Plan stratégique de la Table ronde nationale sur les règlements.
- Définir et mettre en œuvre des stratégies de gestion des conflits pour la gouvernance territoriale dans cinq zones critiques des parcs nationaux et leurs zones d'influence.
- Faciliter et soutenir les processus de restitution des terres aux communautés ethniques, de façon à ce que la gouvernance soit accrue. Pour atteindre ce résultat, une attention particulière sera portée sur les cas de restitution de territoires ethniques dans les PNN précédemment hiérarchisés (Acandí et Sierra Nevada de Santa Marta).
- Développer une stratégie de communication.

RÉSULTATS ET IMPACT

- Instaurer une gouvernance locale en soutenant des tables rondes locales dans cinq zones protégées: Nevado del Huila, La Paya, Catatumbo-Barí, la Sierra Nevada de Santa Marta et El Cocuy. Les tables rondes assurent l'examen et le suivi des engagements pris par les communautés dans le cadre de l'Accord, ainsi que des exercices de caractérisation dans les zones protégées qui permettent d'identifier la population cible.
- Assurer des processus participatifs et un dialogue politique au niveau local. Quatre groupes de travail technique ont été organisés avec la participation de la délégation paysanne et du personnel des parcs nationaux pour examiner les questions liées: a) au fonctionnement de la table ronde nationale, b) à la révision des résultats de l'étude de caractérisation et à la normalisation des critères, c) à l'autorisation d'activités au sein des parcs, et d) à la formulation d'une politique publique selon un itinéraire méthodologique (définition du problème, propositions et solutions).
- Des informations fiables et légitimes sur les régimes fonciers, les utilisations agricoles, la démographie, les conflits et le changement climatique ont été rassemblées dans deux zones pilotes (Nevado del Huila et Sierra Nevada de Santa Marta):

© FAO Colombia



- Diagnostic sur le foncier, les usages agricoles, la démographie, les conflits et le changement climatique pour deux zones pilotes (couvrant 18 municipalités). Validation des résultats dans sept espaces de travail réunissant 191 participants.
- Identification des instruments de gestion et de développement territorial qui affectent l'utilisation des terres rurales et des ressources naturelles dans 11 municipalités.
- Lors de l'exercice de caractérisation pour la restitution des droits territoriaux des communautés ethniques, le projet a appuyé 744 familles et 3 054 personnes dont 48 pour cent des participants étaient des femmes. Plus de 39 réunions de travail ont eu lieu avec la participation de plus de 400 acteurs locaux, représentant 85 000 hectares de territoires collectifs, car environ 40 pour cent des territoires collectifs se trouvent dans des zones protégées.
- Élaboration et diffusion de matériel de sensibilisation et de formation: 1 350 photos haute résolution, 3 600 cartes postales, 21 tweets sur Twitter, neuf produits d'enregistrement graphique utilisés comme outils d'adaptation de contenu technique, sept ateliers de communication et de photographie (151 participants), sept vidéos (ateliers de photographie, validation de diagnostic), sept publications web, quatre lettres d'information, quatre communiqués de presse, deux bannières institutionnelles, deux bannières territoriales, une vidéo (en espagnol et en anglais), un flux d'échange sur le web.
- Augmenter les capacités des équipes de mise en œuvre en participant:
 - À des activités de diffusion et de renforcement des capacités sur les DV (huit ateliers avec la participation de 451 acteurs locaux et exécutants du projet);
 - À la VIe Foire internationale de l'environnement (FIMA 2018);
 - Au groupe de discussion sur la gouvernance dans les aires protégées (août 2018).
- Signatures d'accord d'intention:
 - 12 conventions collectives et 24 personnes résidant à Caucaya (PNN La Paya);
 - Environ 40 accords entre les familles paysannes des communautés de Jerusalén, San Francisco, Bachecito, El Placer et Santa Librada (PNN de Nevado del Huila).



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de la FAO et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

ALPO
AFRICAN LAND POLICY CENTRE



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO